

HALTE A UNE DÉCROISSANCE INSOUTENABLE

Jean-Michel Servet
Professeur à l'Institut Universitaire
d'Etudes du Développement de Genève

Dans un article intitulé "Absurdité du productivisme et des gaspillages". Pour une société de décroissance' [1], faisant écho au premier colloque français sur la décroissance, organisé en septembre dernier à Lyon par La Ligne d'Horizon et de nombreuses autres organisations critiques des modèles dominants de développement, notamment les revues L'Ecologiste et Silence, Serge Latouche propose quelques voies rédemptrices pour une 'décroissance'. L'objecteur de croissance', ainsi qu'il se désigne, paraît suivre un chemin ouvert, il y a plus de trois décennies, par Nicholas Georgescu-Roegen [2] et plus longtemps encore par Jean-Jacques Rousseau, pour qui 'Le citoyen, toujours actif, sue, s'agite, se tourmente sans cesse pour chercher des occupations encore plus laborieuses ; il travaille jusqu'à la mort, il y court même pour se mettre en état de vivre, ou renonce à la vie pour acquérir l'immortalité.' [3]

Le diagnostic prophétique de Serge Latouche est celui d'un développement physiquement insoutenable puisqu'il se heurte 'aux limites de la biosphère'. Il serait impossible que tous les habitants de la planète jouissent des mêmes prélèvements en énergie, eau, oxygène ou matières premières que ceux de l'empreinte écologique des Nord-Américains ou des Européens de l'Ouest. Tout comme seraient insoutenables les degrés de pollution de l'air, de l'eau ou de la terre par la généralisation du modèle industriel, producteur de ce modèle de consommation (pour reprendre la belle expression de Georges Bataille). Serge Latouche vise juste en rappelant que la croyance au productivisme transcende les oppositions gauche/droite et en dénonçant l'illusion de découvertes de nouveaux gisements, de nouvelles énergies et de nouvelles techniques qui permettraient de dépasser à moyen terme les 'limites de la croissance'.

Toutefois, ce consensus avec une critique radicale du productivisme dominant et de son impossible extension, ainsi que la conscience partagée de la nécessité d'une mutation sociale, technique et culturelle, n'induisent ni un accord sur les moyens d'y parvenir, ni un partage du contenu à donner à une société dite de décroissance. L'argument essentiel ne doit pas être une critique de la société de croissance, mais un pari est en quelque sorte pascalien, croyance contre croyance. Même si vous avez foi en la technique, la probabilité positive que ce 'progrès' ne produise pas les réponses espérées doit obliger à se protéger collectivement contre ce risque. Sur la base de ce pari, que faire ?

La rupture avec la société de croissance peut, selon Serge Latouche, être fondée sur un double mouvement :

- D'une part, une modification des modes individuels de consommation dans les pays dits développés,

- Et d'autre part, la catastrophe écologique qui guette l'humanité.

La diminution de la consommation est en quelque sorte une préparation à la réponse à donner à la crise annoncée.

La société de décroissance paraît essentiellement fondée sur un refus, sur une opposition, un peu à la manière dont certaines sociétés amérindiennes ont pu être qualifiées de 'sociétés contre l'Etat'. Il est possible toutefois de douter de la radicalité du changement lorsque l'on lit sous la plume même de Serge Latouche que 'le marché et le profit peuvent persister comme incitateurs' (p. 19). Dit autrement, la propriété privée garde (presque) tous ses droits. Serge Latouche ajoute que 'le marché et le profit' ne seraient plus 'les fondements du système'. Quels seraient donc ses fondements? Ceux du don et de la gratuité? Mais comment s'opérerait cette révolution vertueuse nous faisant passer d'une logique prédatrice et acquisitive à une logique de conscience d'autrui et de générosité? Suffirait-il, compte tenu des taux de chômage et de sous emploi, de diminuer la durée légale du travail pour diminuer les normes collectives de consommation? Faudrait-il simplement que de bons prophètes énoncent les catastrophes à venir pour que les humains prenant enfin conscience des dangers pour l'Humanité tout entière fassent de nécessité vertu? Est-ce donc du fait d'une insuffisance d'informations sur le réchauffement de la planète que nombre de contemporains usent de voitures disproportionnées par rapport à leurs besoins réels de déplacements, sont plus carnivores que végétariens ou ignorent les effets du méthane, et pour tout dire ne donnent pas lors des élections leurs suffrages à des représentants politiques proposant de réelles alternatives?

L'attente messianique nous paraît, elle-même, pleine d'illusions. Serge Latouche clôt son article par l'affirmation de sa foi dans 'la pédagogie des catastrophes'. Les exemples abondent de catastrophes de toute espèce ou simplement la peur de celles-ci, qui, loin d'avoir apporté un partage équitable de la charge du fléau, ont provoqué un accroissement des inégalités et une marginalisation encore plus forte des exclus. Comment peut-il être si sûr que l'accroissement de la pollution de l'air par exemple conduira les autorités publiques à des mesures coercitives pour réduire certaines dépenses énergétiques? Le 'marché' et le 'profit' inciteront (pour reprendre les expressions de Serge Latouche) plus sûrement les consommateurs qui en auront les moyens à se déplacer avec des masques protecteurs et à s'enfermer dans des habitats-bulles 'dépollués' et 'tempérés' qui augmenteraient le degré de pollution subi par ceux qui n'auraient pas les moyens de se protéger. Le risque de conflits nucléaires a provoqué la montée de la demande d'abris privés anti-nucléaires et de politiques d'armements nucléaires plus que des mouvements pacifistes. La montée du sentiment d'insécurité parmi les populations riches induit plus souvent l'enfermement des fortunés dans des ghettos policés et des pauvres pour les uns dans les quartiers ouverts à petite délinquance élevée et pour les autres, la classe dangereuse, dans des prisons, à un coût que chacun s'accorde à dire très élevé. La montée de l'extrême droite paraît un des effets les plus directs et les plus communs de la peur. Où est la 'pédagogie' de la catastrophe en ce domaine? Pourquoi serait-elle demain plus élevée en matière d'environnement?

Il est possible aussi d'interroger les vertus de la diminution individuelle de la consommation. La vertu ici peut devenir l'ennemi du bien. A défaut d'un consensus fort sur la réduction des rémunérations, si le niveau de revenu est maintenu, la diminution de la demande par une fraction des consommateurs induit de manière automatique un accroissement du volume d'épargne. En situation de financiarisation des revenus, le volume des dépôts sous toute forme s'accroît et cet accroissement du volume d'épargne exerce une pression à la baisse des taux d'intérêt et accroît les capacités de crédit des institutions financières privées et publiques. Cette diminution des taux d'intérêt, pour autant qu'elle soit d'importance, diminue les coûts pour les emprunteurs. Les entrepreneurs notamment, voyant leurs charges financières diminuer, sont incités à faire des choix plus capitalistiques, autrement dit à allonger les détours productifs par la machine. Le capital technique relativement moins coûteux peut être substitué au travail humain direct. Certes, cette tendance à l'accroissement des investissements matériels a pour limite celle de la demande finale des consommateurs ; mais, celle-ci peut être compensée un temps par la spirale des demandes inter-industrielles d'investissement et par une demande publique' par exemple d'armement militaire ou d'équipements autoroutiers, ferroviaires, portuaires, aéroportuaires, etc.

La solution est donc moins l'illusoire vertu d'une diminution de la consommation qu'un fort déplacement de la demande vers des produits et biens de consommation individuelle et collective, incluant une proportion de travail humain plus élevée et vers une société de services. C'est ainsi que doivent être comprises les propositions de récupération, de réparation, de durée de vie plus longue des équipements ménagers que Serge Latouche formule avec pertinence, alors qu'une diminution volontaire de la consommation risque d'avoir, du fait de la diminution du coût relatif du capital technique, des effets opposés aux buts recherchés.

Plus fondamentalement et politiquement, les voies individuelles et collectives d'une lutte contre le productivisme qui confond fins et moyens se situent :

. dans des limites aux droits de propriété (incluant une reconnaissance des droits aux biens communs des générations à venir et ceux des plus pauvres, se traduisant notamment par des taxations selon l'empreinte écologique),

. et par une lutte contre les inégalités, les distinctions sociales par la consommation nourrissant les logiques du profit, de l'accumulation et du productivisme contemporain.

Autrement dit à travers l'essor massif de nouvelles formes de solidarité dans l'investissement, la production et la consommation, qui supposent une remise en cause radicale, théorique et pratique, des valeurs, du 'profit' et du 'marché', en paraphrasant le citoyen Rousseau : ' un état qui n'existe plus, qui n'a peut-être point existé, [], et dont il est pourtant nécessaire d'avoir des notions justes, pour bien juger de notre état présent. ' [\[4\]](#)

jean-michel.servet@iued.unige.ch

03 12 16

[1] Voir Le Monde diplomatique , numéro de novembre 2003 pp. 18-19.

[2] En français, on consultera en particulier l'ouvrage publié par Jacques Grinevald (1974).

[3] Jean-Jacques Rousseau, De l'inégalité parmi les hommes, Paris, ed. Garnier, 1962, p. 91.

[4] Jean-Jacques Rousseau, De l'inégalité parmi les hommes, Paris, Ed. Garnier, 1962, p. 35.